



NOUS PROTÉGERONS NOTRE PLANÈTE

« Sans une action plus déterminée, nous continuerons à appauvrir notre planète avec moins de biodiversité et moins de ressources naturelles. Nous verrons se multiplier les menaces environnementales et les défis liés au climat, notamment les catastrophes naturelles, la sécheresse, la désertification, les pénuries alimentaires, la pénurie d'eau, les incendies de forêt, l'élévation du niveau de la mer et l'appauvrissement des océans. Il est temps d'agir dès maintenant. De nombreux pays, notamment les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, sont déjà parmi les plus touchés. Nous devons nous adapter aux circonstances et prendre des mesures de transformation. Nous avons une occasion historique de reconstruire en mieux et de manière plus écologique. Nous devons immédiatement réduire les émissions de gaz à effet de serre et parvenir à des modes de consommation et de production durables, conformément aux engagements pris par les États dans le cadre de l'accord de Paris et de l'agenda 2030. Cela ne peut pas attendre ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« En conséquence de l'inaction des gouvernements, le changement climatique devrait continuer à s'aggraver et à mettre l'humanité en danger d'ici 2045 si les politiques des pays et des industries ne changent pas radicalement ».

Unité jeunesse de l'UNRWA, Liban, 16-30 ans, étudiants, principalement des femmes.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de
l'ONU75



Enquête UN75



Analyse des
médias



Aperçu de la
recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

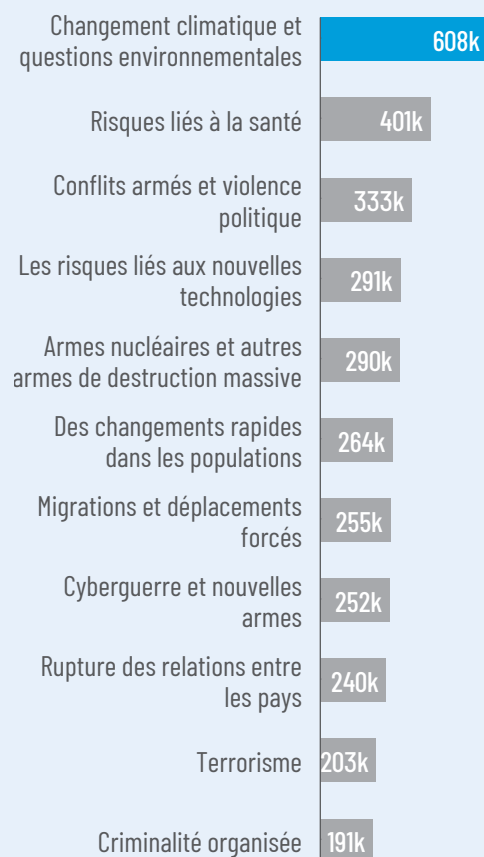
Les participants au dialogue ont identifié **le changement climatique et la perte de biodiversité comme les crises les plus urgentes auxquelles l'humanité est confrontée**. Avec des conséquences bien plus importantes que celles résultant de COVID-19, les participants se sont inquiétés du fait que les dirigeants mondiaux ont détourné leur attention du défi fondamental que constituent le changement climatique et la perte de biodiversité. Les participants ont observé que la réponse mondiale à COVID-19 démontre ce qui est possible si nous choisissons de répondre de manière urgente aux crises mondiales, mais les participants ont été frustrés que les dirigeants n'agissent pas avec l'urgence requise alors que l'avenir de notre espèce, et de bien d'autres, est en jeu.

« À mesure que le changement climatique s'accélère, l'atmosphère est et sera encore affaiblie par des émissions excessives de carbone. Diverses espèces végétales et animales vont disparaître. Les changements saisonniers disparaîtront. La pollution atmosphérique s'aggravera ».

Won Sanghyuk, Centre de formation des jeunes du comté de Yeongwol, République de Corée, < 15 ans, étudiants, principalement des garçons.

Les jeunes se sont sentis privés de leurs droits et de leur pouvoir lorsqu'ils ont discuté de l'ère actuelle de l'« anthropocène », où les humains façonnent les systèmes vivants et le climat et de l'impact qui en résulte sur la biodiversité terrestre, marine et aquatique, la santé des océans et les ressources en eau. Ils ont discuté des conséquences désastreuses de la pollution de l'air, des déchets et des matières plastiques dans l'océan et de la surconsommation des ressources naturelles sur la santé et les équipements

UN75 Enquête sur les menaces mondiales à long terme : Les répondants à l'enquête de l'ONU75 dans toutes les régions ont identifié le changement climatique et les questions environnementales comme la principale menace à long terme



Question de l'enquête UN75 : Selon vous, laquelle de ces tendances mondiales affectera le plus notre avenir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

naturels, de la perte de biodiversité, des incendies plus fréquents, plus intenses et de plus grande ampleur, des catastrophes naturelles et des futures pandémies.

« A la fin, nous vivons dans une insécurité primitive dans une société de croissance et de pointe éblouissante ».

Goriul Youth Culture House, République de Corée, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Les participants au dialogue, quel que soit leur âge, reconnaissent que les jeunes paieront le prix du changement climatique plus cher que les décideurs d'aujourd'hui, et qu'ils doivent avoir leur mot à dire sur la manière dont, en tant que communauté mondiale, nous relevons ce défi. Les participants ont soulevé plusieurs éléments essentiels d'un avenir durable : une économie qui valorise pleinement la nature, un système judiciaire qui considère la destruction de l'environnement comme un crime, et une orientation sociale qui valorise les personnes et les lieux et une distribution plus égale des ressources par rapport à un système qui alimente la pauvreté, l'inégalité et la destruction de l'environnement et la concentration des richesses dans les mains d'un très petit nombre.

« Sans une meilleure protection de l'environnement, nous n'aurons plus de monde pour les générations futures... Le changement climatique est notre priorité la plus urgente et la plus importante. Tous les acteurs doivent être impliqués dans le changement climatique... nous considérons qu'il s'agit d'une réalité interconnectée, et pas seulement d'un problème ».

Beth Blissman, Ph.D., représentante des ONG des Nations unies pour la communauté de Loretto et les Sœurs de la Charité de la Sainte Vierge Marie de Dubuque, Iowa, USA, âge, profession et sexe différents.

Les participants ont souligné que la destruction de l'environnement doit être considérée comme une question de droits de l'homme et de justice pénale, et que la voix des populations pauvres, vulnérables, marginalisées et autochtones doit être au centre de notre réponse collective au changement climatique et à la perte de biodiversité. Les participants ont discuté de l'impact inégal sur les communautés vulnérables, telles que celles qui vivent dans les petits États insulaires en développement, et les zones sujettes aux catastrophes naturelles et autres effets du changement climatique.

Les participants ont souligné la forte dimension de justice, en articulant que le droit à un environnement sain est un droit de l'homme. Les personnes vulnérables paient un prix plus lourd pour l'utilisation non durable des ressources et l'accumulation de richesses par une minorité. Les participants souhaitent que les mécanismes de responsabilité et de justice soient clairement définis.

Ils ont également discuté des graves effets de la désertification, des incendies de forêt, de l'épuisement des océans, de la pollution atmosphérique et de la disparition des forêts, ainsi que de l'impact sur les sociétés humaines, en particulier les plus vulnérables.

« Les effets inévitables du changement climatique qui se poursuivront malgré les mesures immédiates, et qui affecteront de manière disproportionnée les populations marginalisées ».

Association des Nations unies, États-Unis, San Diego, personnes d'âges et de sexes divers, cadres et professionnels.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants ont fait valoir que des changements fondamentaux et transformationnels sont nécessaires pour protéger notre planète, et que ces transformations sont nécessaires à tous les niveaux - au sein de nos systèmes sociaux, économiques et politiques, ainsi que dans notre compréhension collective et individuelle de notre place dans le monde - dans notre environnement et aux côtés de nos semblables. Certains participants ont discuté de la nécessité d'un changement culturel et spirituel radical pour construire un monde fondé sur le respect, l'empathie et l'humilité, et pour apprécier les liens indivisibles et la confiance que nous avons les uns envers les autres et envers notre environnement. La construction d'un monde plus durable peut coïncider avec la construction d'un monde plus égalitaire.

Les participants ont souligné que pour répondre aux défis environnementaux, il faudra que tous les acteurs travaillent dans la cohésion - tous, partout, dans tous les secteurs. Des mesures doivent être prises par les gouvernements, les particuliers, les organisations internationales,

les communautés locales, le secteur privé et les scientifiques. Les participants âgés de 15 ans ou moins ont demandé à notre espèce d'être à son meilleur - une famille mondiale, un seul monde, travaillant ensemble.

« Au cours des dernières décennies, les progrès médicaux, technologiques et scientifiques nous ont permis d'ouvrir nos esprits et de découvrir le monde plus vite et mieux que jamais. Bien que nous reconnaissons que ces progrès ont amélioré notre vie et nous ont permis de mieux comprendre notre monde et les autres, ils ont eu des effets négatifs sur la façon dont nous interagissons avec nos environnements et sur la façon dont ces environnements interagissent les uns avec les autres ».

Nouveau collègue des sciences humaines à Northeastern (Londres), Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants, mixte.

COMMENT Y PARVENIR

Les participants ont proposé une multitude d'idées d'action et de solutions concrètes, les communautés étant les porteuses d'impact et exprimant des solutions pour les défis particuliers auxquels elles sont confrontées. Par exemple, les participants des grandes villes des pays en développement ont identifié des problèmes tels que la pollution de l'air, les déchets et la contamination toxique, tandis que ceux des régions sujettes à des pertes dues au changement climatique, comme les communautés indigènes des États moins développés, ont souligné les effets sur la perte culturelle et les moyens de subsistance.

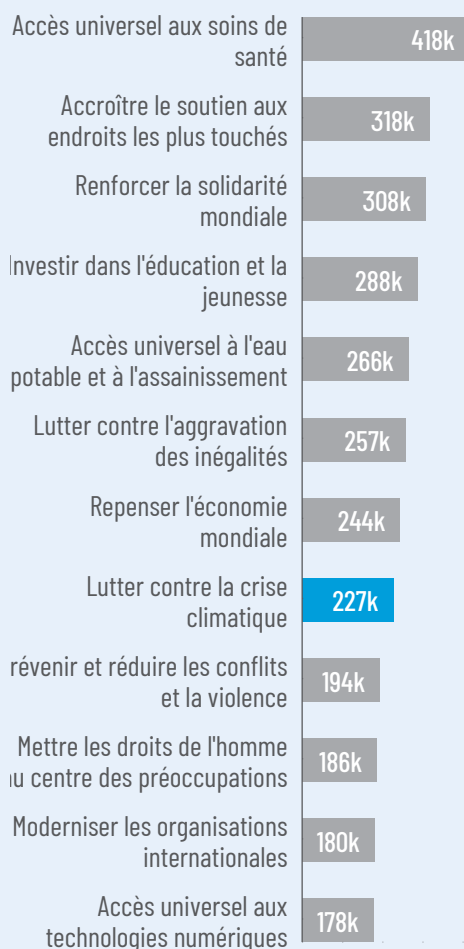
Sur les leçons à tirer de la pandémie

La pandémie a été considérée comme un signal d'alarme de la fragilité de notre espèce, fournissant des leçons qui peuvent contribuer à la durabilité :

- Ne pas perdre de vue la crise environnementale tout en s'attaquant à la pandémie. La pandémie est un petit problème à court terme par rapport au changement climatique, à la perte de biodiversité et à leurs effets.

- La pandémie illustre les liens entre la destruction de l'habitat et la santé humaine, et le fait que le changement climatique nous rend vulnérables aux futures pandémies.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : plus de 225 000 personnes ont répondu à l'enquête. La lutte contre la crise climatique est une priorité à court terme



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
 Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses..

- Les réactions rapides des gouvernements à la pandémie et les mesures difficiles que les gouvernements ont demandées à leurs citoyens ont contribué, à court terme, à réduire les émissions de carbone et à démontrer que des changements que l'on croyait impossibles sont en fait possibles et que les gouvernements doivent être aussi audacieux dans leur réponse au changement climatique.
- Malgré les difficultés pratiques rencontrées par les communautés du monde entier en matière de confinement au cours de l'année 2020, les participants ont suggéré qu'un bref confinement annuel pour protéger la planète pourrait nous rappeler qu'il est possible d'adopter un mode de vie qui réduit radicalement notre empreinte écologique.

Sensibilisation et amélioration de l'éducation à l'environnement

- **L'éducation dans les écoles est considérée comme essentielle** pour créer une génération d'étudiants plus responsables et plus attentifs à la protection de l'environnement. Certains participants ont estimé que la connaissance du climat était obligatoire dans l'enseignement primaire et secondaire, l'école primaire aidant les enfants à comprendre l'interconnexion des systèmes naturels, notre place dans l'environnement et à favoriser l'appréciation et la curiosité pour le monde naturel, et l'enseignement secondaire permettant de comprendre comment les questions environnementales peuvent avoir un impact sur la vie des élèves.
- **Les enseignants ont besoin de soutien** pour comprendre les enjeux et élaborer des programmes d'enseignement sur le climat et l'environnement. Les experts externes et les acteurs gouvernementaux peuvent soutenir les écoles par des initiatives qui proposent des modules de durabilité dans les écoles et les régions.

- **Les écoles d'enseignement supérieur**, notamment celles d'architecture, de design et d'ingénierie, peuvent être des moteurs de changement, en enseignant les principes et les techniques de la durabilité.
- L'éducation informelle, les médias et les autorités locales et communautaires peuvent tous sensibiliser davantage le public aux questions environnementales.
- Le secteur artistique peut sensibiliser au changement climatique.
- Les entreprises peuvent sensibiliser davantage leurs employés et les consommateurs aux questions environnementales, en encourageant une plus grande durabilité des produits et des services qu'elles offrent.
- Des informations transparentes sur les coûts environnementaux et sociaux des biens et des services doivent être fournies aux consommateurs. Tout commerce devrait être équitable.
- Les autorités nationales et locales peuvent aider les communautés à s'informer sur les questions qui les concernent, comme la réduction de la pauvreté énergétique sur les pratiques durables.
- Améliorer la connaissance des questions environnementales au sein des groupes vulnérables et marginalisés peut les aider à défendre leurs intérêts dans les discussions et les forums locaux, nationaux et internationaux.
- L'accès aux technologies numériques peut permettre de sensibiliser à l'environnement, en particulier dans les communautés isolées.

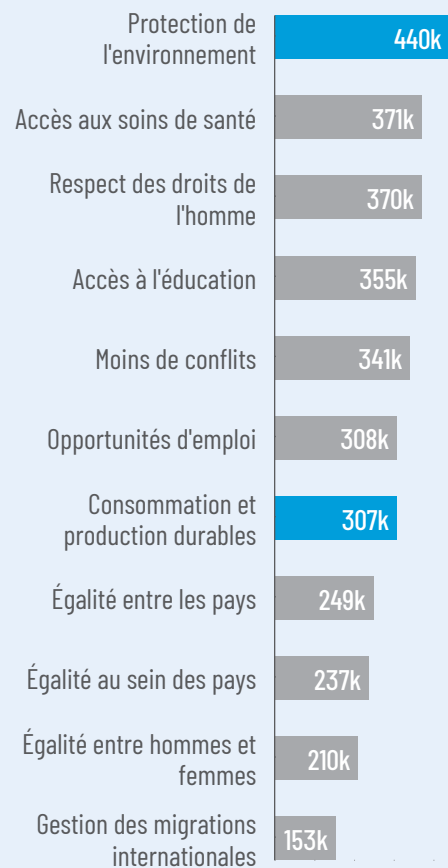
Sur la mise en place de systèmes durables

Construire des économies durables

- Les participants ont exhorté les gouvernements à **cesser de subventionner les combustibles fossiles**.

- Les fonds de pension et autres investisseurs ont été encouragés à n'investir que dans des fonds éthiques et durables.
- La couverture d'assurance devrait s'étendre aux pays touchés par le climat.

Enquête de l'ONU75 sur les priorités à long terme : Une meilleure protection de l'environnement est la première priorité à long terme, plus de 300 000 personnes accordant également la priorité à une consommation et une production plus durables



Question de l'enquête UN75 : Si vous vous imaginez le monde que vous voulez dans 25 ans, quelles sont les trois choses que vous souhaiteriez le plus voir ? La base : 1 220 848 (tous les répondants). Les participants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Consommation et production durables

Les participants au dialogue ont compris qu'un changement systémique, secteur par secteur, dans la manière dont nous produisons et consommons est essentiel pour le changement de paradigme nécessaire pour relever les défis de la durabilité. Les participants ont exprimé le besoin d'économies durables, équitables et inclusives et de critères de durabilité pour éclairer le financement et les investissements à tous les niveaux. Relever les défis environnementaux a été considéré comme une opportunité de construire des systèmes économiques plus équitables, plus justes, plus locaux et plus durables.

« Nous devrions veiller à ce que davantage de ressources soient utilisées pour inciter les citoyens à faire des choix écologiques d'une manière qui soit socialement et économiquement efficace et qui ne nécessite pas de connaissances et de recherches pour faire le bon choix. La désinformation est omniprésente à l'heure des médias sociaux et du cycle d'information de 24 heures. Pensez à des solutions qui permettent de choisir facilement le vert ».

*Dr Peter Stiling et Dr Brooke Hansen,
Université de Floride du Sud, États-Unis,
31-45 ans, professions et sexes mixtes.*

Les participants au dialogue ont appelé à des modes de consommation et de production durables qui génèrent des « emplois verts ».

L'industrie, les gouvernements, les individus et la communauté mondiale ont été appelés à transformer les secteurs et domaines suivants :

- **Des régimes alimentaires durables :** Soutenir l'adoption de régimes alimentaires à base de plantes, abordables et durables, y compris la

viande artificielle pour réduire la conversion des forêts en pâturages et la destruction d'autres habitats. Réduire le gaspillage de nourriture et localiser les installations de production alimentaire. Investir et promouvoir des solutions innovantes telles que l'application « Videz votre assiette » qui offre des récompenses lorsque les clients téléchargent des photos de leurs assiettes vides. Assurer des moyens de subsistance décentes aux travailleurs du système alimentaire.

« La culture consumériste doit être considérée comme un des principaux moteurs des défis environnementaux et socio-économiques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Elle continuera à entraver la réalisation des objectifs de développement durable et à accroître les risques pour l'environnement et la santé ».

*IUVENTA - Institut slovaque de la jeunesse,
Slovaquie, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

« Il est absolument nécessaire de repenser notre approche de l'alimentation, des vêtements et des objets, de la qualité de la production et de la consommation ».

*Nouveau collège des sciences humaines
à Northeastern (Londres), Royaume-
Uni, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

- **La mode durable :** Éduquer les consommateurs sur le coût environnemental et éthique de la mode rapide afin que les consommateurs apprécient et choisissent les vêtements comme des articles fonctionnels à long terme plutôt que comme des articles de mode jetables. Le prix des vêtements devrait refléter leur coût environnemental et récompenser de manière adéquate ceux qui les ont fabriqués.

« L'environnement mondial continue à se détériorer en raison de la combinaison d'une industrialisation accrue, d'une utilisation excessive de ressources énergétiques non renouvelables, de la multiplication de méthodes de production non respectueuses de l'environnement et de l'absence de découplage entre la croissance économique et l'utilisation des ressources ».

*Initiation des jeunes à la démocratie.
Présidente Tamara Tartarashvili, Géorgie,
16-30 ans, professions et sexes mixtes*

« Une mise en œuvre réussie de ces initiatives aidera les ménages à faibles revenus à satisfaire leurs besoins énergétiques de manière durable, à contribuer à la transformation écologique de l'économie, à lutter contre le changement climatique et à créer des emplois ».

*Impact universitaire des Nations unies,
dialogue mondial en ligne, diversité des
âges, des professions et des sexes..*

- **L'énergie durable** : Les gouvernements et le secteur privé devraient investir dans les technologies énergétiques durables. Les pays à développement humain élevé et les experts en énergie peuvent aider les pays en développement en leur fournissant des conseils et des technologies. Un soutien devrait être apporté aux industries des biocarburants, des technologies solaires et éoliennes. La recherche et le développement de carburants durables pour l'aviation et le transport maritime sont essentiels, et il convient de désinciter et de réduire l'utilisation des combustibles fossiles.

- **Le transport durable** : Les véhicules hybrides pourraient être rendus obligatoires et les gouvernements pourraient investir dans des options de transport public à faible émission de carbone. Les Nations unies peuvent encourager des systèmes de transport sûrs et durables grâce à une collaboration mondiale en matière de financement, d'autonomisation des jeunes et de renforcement des capacités.
- **La durabilité dans les infrastructures construites et la conception industrielle** : Les gouvernements, les organisations multilatérales, les organismes d'investissement et le secteur privé peuvent soutenir et encourager la recherche et le développement de matériaux durables et investir dans leur utilisation. Le secteur de la construction peut promouvoir une architecture durable et efficace sur le plan énergétique, la conception et l'utilisation de matériaux de construction durables et locaux.

« Les tendances à l'urbanisation sont actuellement non durables d'un point de vue économique, social et environnemental, et risquent d'exacerber les inégalités, la vulnérabilité et la dégradation de l'environnement d'ici 2045 ».

*Unité jeunesse de l'UNRWA, Liban,
16-30 ans, étudiants, mixte..*

- **Emballage durable** : Les emballages à usage unique, les sacs en plastique, la consommation de plastiques et d'autres matériaux synthétiques devraient être progressivement éliminés grâce à une réglementation gouvernementale et à l'innovation du secteur privé pour promouvoir les matériaux durables.
- **Réduire l'obsolescence intrinsèque** : Le secteur privé devrait réduire l'obsolescence intrinsèque et offrir des services de réparation, ainsi que prendre la responsabilité des déchets, internaliser le coût réel des produits et services

qu'il offre. La production et l'utilisation de produits jetables devraient être désincitées.

- **Gestion éthique des déchets :** Des politiques « zéro déchet » devraient être introduites, les gouvernements et les industries soutenant la réparation, la réutilisation et le recyclage. Les déchets, en particulier les déchets toxiques, ne devraient pas être exportés vers ceux qui sont le moins capables de les gérer.
- **Le consumérisme :** Les individus devraient prendre la responsabilité d'acheter de manière éthique et de consommer moins. Les consommateurs peuvent être informés de leurs choix grâce à l'augmentation du nombre d'applications pour téléphones portables qui informent les consommateurs du coût environnemental des produits et services.
- **Le commerce des animaux sauvages :** Les animaux sauvages doivent être surveillés pour éviter le transfert de maladies des animaux aux humains.
- **Recherche, développement, politique et réglementation des technologies propres :** Les gouvernements peuvent soutenir l'innovation dans les technologies durables grâce à des plateformes qui facilitent l'accès au marché pour les petites et moyennes entreprises de technologies propres. Les gouvernements peuvent élaborer des politiques et des réglementations audacieuses, ainsi que faciliter l'innovation qui nécessitera une production et une consommation durables.
- **Villes durables :** Reconnaisant l'impact de l'urbanisation sur les personnes et l'environnement naturel, les participants au dialogue ont souhaité que nos villes soient repensées dans le cadre d'un changement de paradigme durable. Les gouvernements, les autorités locales et le secteur privé ont été encouragés à investir dans la transformation des infrastructures, notamment en maintenant et en créant des espaces verts dans les villes et en réduisant l'empreinte carbone grâce à des solutions basées sur la nature. Les rues désignées devraient être fermées aux voitures,

pour être utilisées uniquement par les piétons et les cyclistes afin de créer des espaces verts publics. Les gouvernements devraient investir davantage dans les transports publics. Les participants ont estimé que les communautés locales au sein des villes constituaient un point de départ important pour l'action climatique, en encourageant les autorités locales à soutenir de petites actions locales.

Changement climatique, perte culturelle et résilience culturelle

Les participants au dialogue ont reconnu les liens entre la culture et le changement climatique, exprimant leurs inquiétudes sur ce qui est, et pourrait encore être perdu. Les participants ont souligné le risque de perte des traditions, des pratiques et du patrimoine culturel des communautés vivant dans des zones sensibles au changement climatique, telles que les communautés indigènes et celles qui vivent dans les petits États insulaires en développement. Les Nations unies peuvent travailler en étroite collaboration avec ces communautés pour protéger leurs intérêts. La protection des intérêts des communautés dont les cultures sont touchées par le changement climatique devrait être considérée comme la responsabilité de toutes les nations. Les coûts ne devraient pas être supportés par les communautés elles-mêmes, mais par les communautés nationales et internationales.

« La préservation de nos ressources publiques telles que la culture nomade, le pastoralisme et les pâturages mongols n'est pas seulement la responsabilité de la Mongolie pour préserver cette dernière culture et civilisation nomade, mais elle doit être la responsabilité des Nations unies ».

Dialogue organisé par le bureau du coordinateur résident, Mongolie, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

« C'est la première fois dans l'histoire de cette région que nous perdons le lien entre l'artisanat, l'écologie et la communauté, la société. Il est très probable que nous ne pratiquerons plus notre culture et nos traditions. Et bien sûr, au fur et à mesure que les nouvelles générations arrivent, il est très facile de perdre la langue en adoptant la langue de son pays d'accueil ».

L'avenir est non écrit, dialogue en ligne, pays mixtes, 46-60 ans, cadres et professionnels, mixité des sexes.

« Les États membres des Nations unies doivent intégrer dans tous leurs plans la protection des sites du patrimoine dans les zones de basse altitude et les PEID ».

The Future is Unwritten, dialogue en ligne, pays mixtes, 46-60 ans, cadres et professionnels, mixité des sexes.

Les écosystèmes et l'utilisation durable des ressources naturelles

« L'eau facilite l'interconnexion et les liens avec d'autres secteurs comme l'agriculture, l'industrie, l'énergie et l'environnement. L'eau relie les domaines politiques du secteur économique ainsi que les sociétés. C'est un outil de coopération et de confiance ».

Dialogue mondial en ligne organisé par UN Academic Impact, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

Les participants ont discuté de nombreuses actions permettant de mieux gérer les écosystèmes et les ressources naturelles, y compris les océans et les ressources en eau, et ont appelé à une meilleure prévention et gestion des catastrophes naturelles :

- **Toute nouvelle perte de forêts et d'autres écosystèmes doit être stoppée.** La reconnaissance de l'ampleur énorme de la perte doit être formalisée. La diversité des espèces et des écosystèmes qui subsistent est le bien le plus précieux que nous ayons et ne doit pas être perdue.
- Les océans : Construire des **partenariats multilatéraux et multisectoriels pour protéger nos océans** et créer une nouvelle donne bleue. Promouvoir le nettoyage de l'océan. Établir une alliance mondiale pour la biodiversité et créer une agence de police maritime.

« Nous devons compléter la recherche universitaire par des politiques visant à protéger nos océans ».

Association internationale de science politique, dialogue en ligne, pays et sexes mixtes, 16-30 ans, étudiants.

- Les ressources en eau : **Instaurer des solutions durables aux problèmes de l'eau** grâce à une législation efficace et à de nouvelles politiques et pratiques de gestion de l'eau.
- Gestion des catastrophes naturelles : Le changement climatique était perçu comme étant déjà à l'origine de catastrophes naturelles plus fréquentes, plus intenses et plus dangereuses, ayant des effets dévastateurs sur les communautés vulnérables et contribuant davantage aux émissions. **Les participants se sont montrés alarmés par les incendies de forêt de 2019-2020 dans le sud-est de l'Australie**, qui étaient inhabituellement dangereux, intenses et fréquents. Si les incendies se produisent naturellement dans certains paysages de savane et de forêt, ils ne se produisent pas avec la fréquence ou l'intensité constatées ces dernières décennies, et certains écosystèmes sensibles, tels que l'Amazonie, ne sont pas adaptés pour faire face au feu. Les participants ont encouragé les décideurs politiques à **mieux prévenir et gérer les incendies** dans ces écosystèmes.

S'attaquer aux « feux de forêt et aux risques environnementaux (forêt amazonienne) ».

Global Young Leader Initiative, Allemagne, 16-30 ans, professionnels et sexes mixtes.

- Donner la priorité aux solutions basées sur la nature : Pour faire face au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la gestion des risques de catastrophes, les participants ont encouragé les gouvernements et les Nations unies à donner la **priorité aux solutions basées sur la nature** qui valorisent et protègent les systèmes naturels sur lesquels nous comptons et qui apportent de multiples avantages. Ces solutions peuvent être utilisées pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique, et peuvent protéger et restaurer les forêts, les bassins versants, les environnements côtiers et les tourbières,

ainsi que pour rendre nos villes plus vertes et reconstruire les terres agricoles et industrielles dégradées.

« Renforcer les mécanismes judiciaires et autres mécanismes de responsabilité afin de garantir que les entreprises, les sociétés et les pays soient tenus responsables sur la scène mondiale en cas de non-respect, en particulier en matière d'environnement ».

Kerri Fergusson, Nouvelle-Zélande, âges et professions mixtes, principalement des femmes.

« Il est vraiment important que nous comprenions que le savoir écologique traditionnel est tout aussi important que le savoir occidental, et si nous pouvons réunir ces deux éléments, pour compléter le travail que nous essayons tous de faire face au changement climatique, c'est une situation gagnante pour tout le monde ».

International Savanna Fire Management Initiative, Australie et monde (en ligne), âge et sexe différents, gestionnaires de feux indigènes.

- **Les systèmes de connaissances des peuples autochtones et les solutions basées sur la nature doivent être respectés et exploités.** Les participants ont expliqué comment les connaissances traditionnelles des communautés indigènes en matière d'incendies, combinées aux méthodes modernes de vérification des économies d'émissions réalisées grâce à ces pratiques, sont exploitées dans le nord de l'Australie pour gérer les paysages de savane et de forêt sèche sujets aux incendies par des brûlages en début de saison sèche. On constate que cette méthode permet de réduire les émissions,

de prévenir la perte de biodiversité, de restaurer les paysages forestiers dégradés, de créer des opportunités économiques pour les communautés isolées et d'améliorer les indicateurs sociaux et sanitaires, tout en valorisant les connaissances écologiques de certaines des plus anciennes cultures vivantes de la planète.

Intégrer l'environnement dans la planification intersectorielle

Les participants ont souligné l'indivisibilité de notre environnement avec notre santé et notre bien-être. Les agences des Nations unies devraient adopter une approche « Une seule santé » lorsqu'elles s'attaquent aux problèmes de santé, en soulignant la relation entre l'environnement et le bien-être social et avec la planification des politiques intersectorielles.

« L'environnement et la santé sont directement liés et nous ne pouvons plus ignorer le changement climatique ».

Dialogue organisé par l'OMS, Liban, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Insister sur la responsabilité

Les participants au dialogue, issus de toutes les régions, ont demandé une plus grande responsabilisation en matière d'utilisation excessive des ressources et de destruction de l'environnement. La destruction de l'environnement et le changement climatique ont été considérés comme profitant à quelques-uns au détriment de beaucoup, et les participants ont demandé une plus grande responsabilité. Les participants ont demandé qu'un environnement propre et sain et l'équité intergénérationnelle soient considérés comme des questions de droits de l'homme.

« Des règles strictes et des sanctions pour ceux qui ne sont pas respectueux du carbone et dont l'empreinte carbone est élevée ».

M. Duncan, Asker International School, Norvège, <15 ans, étudiants, mixte.

« Le cycle du changement climatique et du capitalisme menace les droits de l'homme fondamentaux ».

Goriul Youth Culture House, République de Corée, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Dans toutes les régions, les personnes âgées de 30 ans et moins ont appelé à une plus grande responsabilisation des individus, des entreprises et des gouvernements qui font partie du problème et/ou qui ne font pas partie de la solution :

- **Droits de l'homme :** De nouveaux concepts de droits de l'homme et d'environnement devraient être développés, le changement climatique et la pollution atmosphérique étant liés aux droits de l'homme.

« En fin de compte, tous les États ont été invités à remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme en prenant des mesures audacieuses pour améliorer la santé, lutter contre le changement climatique et combattre la pollution de l'air ».

Shakti Nandan - Confédération des jeunes leaders, Inde, 16-30 ans, étudiants, principalement des femmes.

- **Justice pénale :** La destruction de l'environnement justifie des sanctions pénales aux niveaux national et international. Les gouvernements et la communauté internationale devraient reconnaître, prévenir et faire appliquer les mesures prises contre les crimes environnementaux.

- **Renforcer la responsabilité dans le cadre du multilatéralisme :** L'ONU pourrait créer un mécanisme juridique pour tenir les États membres responsables de l'atténuation du changement climatique (par exemple, l'utilisation des plastiques et le recyclage). Les Nations unies pourraient imposer des taxes environnementales en cas de « poussières fines », d'augmentation des émissions de carbone et d'autres formes de pollution et de destruction de l'environnement. Les conséquences d'un retrait de l'accord de Paris devraient être renforcées. La responsabilité pour les dommages environnementaux devrait être renforcée, notamment par le biais de paiements d'indemnisation pour les pays touchés par le changement climatique.
- **Renforcer la responsabilité dans les États membres.** Des réglementations plus strictes devraient être introduites pour la gestion de l'environnement et du climat, exigeant des industries qu'elles respectent les limites d'émissions, et des politiques qui obligent les entreprises à acheter des permis d'émission, dont la valeur est utilisée pour aider les communautés vulnérables au climat.

« Les États membres de l'ONU sont davantage centrés sur leurs propres intérêts et développements nationaux et placeront toujours cela avant les questions environnementales et le changement climatique. Des mesures et des accords concrets doivent être mis en place pour assurer des réponses communes. Ils doivent invoquer les conséquences en cas de non-respect. Il devrait être impossible de se retirer des accords internationaux sur le climat, comme les États-Unis de l'accord de Paris ».

JJeong Jin-heyang, République de Corée, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Renforcer les engagements multilatéraux

- Bien que la CCNUCC soit volontaire, sa mise en œuvre devrait être renforcée.
- Tous les États membres doivent se conformer à l'accord de Paris et les futurs accords et politiques climatiques doivent être négociés. Les Nations unies doivent interpellier les États membres qui refusent de se conformer à l'accord de Paris.
- Des politiques fortes pour lutter contre le changement climatique doivent être établies au-delà du niveau des Nations unies.

« Renforcer le cadre juridique international pour l'action climatique, en améliorant l'accord de Paris et en établissant des dispositions plus contraignantes pour l'atténuation du climat ».

École d'affaires internationales et publiques, Université de Jilin, Chine, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.

Le rôle de la science dans la protection de notre planète

« Si la communauté internationale n'est pas prête à mener des recherches plus sérieuses sur le changement climatique et à suivre des mesures préventives urgentes, nous pourrions connaître la fin de la vie sur Terre ».

Masan Youth Culture House, République de Corée, 31-45 ans, cadres et professionnels, principalement des femmes.

Les participants ont souligné la montée de la désinformation qui s'est accrue avec l'utilisation des médias sociaux, le manque d'analyse approfondie encouragé par les cycles d'information de 24 heures, et la montée du populisme qui encourage la méfiance à l'égard des avis d'experts. Les participants ont souligné la nécessité de disposer de données et d'analyses scientifiques pour éclairer les décisions politiques visant à un changement transformateur.

Renforcer le rôle de l'ONU dans la protection de la planète

Les participants ont appelé l'ONU et ses États membres à prendre la tête de l'action internationale en matière de climat et d'environnement :

- L'ONU peut aider les États membres à échanger des pratiques de conservation utiles et efficaces pour prévenir/atténuer le changement climatique.

« Les problèmes que nous avons aujourd'hui ne peuvent pas être résolus par une seule personne ou un seul pays - nous avons besoin d'espaces où nous pouvons travailler ensemble et où chacun peut s'exprimer. Lorsque l'ONU fonctionne au mieux de ses capacités, elle offre un tel espace et prend l'initiative de résoudre ces défis complexes ».

Beth Blissman, Ph.D., représentante d'une ONG des Nations unies pour la communauté de Loretto et les Sœurs de la Charité de la Sainte Vierge Marie de Dubuque, Iowa, USA, d'âges et de professions diverses, principalement des femmes.

- Le secrétaire général des Nations unies peut fournir une plateforme pour partager les meilleures pratiques en matière de solutions innovantes et de progrès technologiques dans le monde entier. Il peut plaider en faveur d'un mécanisme de suivi en ligne pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de durabilité et suivre les mesures d'adaptation et d'atténuation.
- Les Nations unies peuvent encourager les États membres à adopter des stratégies d'adaptation régionales.
- Soutenir les formations de l'UNITAR pour le secteur privé et les organisations à but non lucratif sur l'impact des actions nationales.
- Développer un système de suivi des activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique à l'échelle du système des Nations unies et gérer les ressources. Le Plan stratégique du PNUD, qui utilise un cadre de résultats permettant au PNUD et aux parties prenantes de suivre les résultats, de tirer des enseignements et de rendre compte des fonds qui lui sont confiés, pourrait servir de modèle pour créer un système de suivi au niveau macro pour faciliter le transfert d'activités efficaces entre les pays et les secteurs et aider à gérer les ressources.
- Les résultats progressifs obtenus en matière d'adaptation au cours de la dernière décennie doivent être consolidés, avec de nouvelles politiques et pratiques qui s'appuient sur des activités de développement, par exemple par le biais d'une directive à l'échelle des Nations unies définissant une stratégie commune d'adaptation à la transformation.
- Les Nations unies peuvent mettre en place des bureaux régionaux spécialisés dans la lutte contre le changement climatique et nommer des défenseurs du climat, pour aider à combattre le changement climatique.
- Les Nations unies peuvent prendre des mesures supplémentaires pour inclure les communautés vulnérables dans les négociations internationales sur le climat.
- Les États membres pourraient être reconnus pour la prévention du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

« Comme les casques bleus pour le maintien de la paix de l'ONU, il devrait y avoir un groupe de casques verts visant à réaliser des missions d'action climatique de l'ONU qui aident les états/régions à s'adapter et à atténuer le changement climatique ».

Université Zeppelin de Friedrichshafen, Allemagne, 16-30 ans, étudiants, mixité des sexes.

Valoriser l'action communautaire et individuelle

De nombreux dialogues ont souligné que des actions sont nécessaires à tous les niveaux, et que les actions communautaires et individuelles sont importantes au même titre que les réponses au niveau du système. Parmi les suggestions, on peut citer en particulier le :

- Les macro-actions mises en évidence par l'accord de Paris devraient être complétées par le travail effectué par les groupes locaux/régionaux.
- Les groupes et organisations environnementaux locaux/régionaux devraient être mobilisés pour développer des réseaux internationaux plus solides et des canaux de partage des connaissances.

Renforcer la voix des jeunes, des communautés marginalisées et vulnérables au climat

Donner la priorité aux voix et aux intérêts de ceux qui ont le plus à perdre dans tous les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision (pas seulement une participation symbolique) sur l'environnement et le climat aux niveaux local, national, régional et mondial. Les voix des communautés pauvres et vulnérables et des peuples autochtones, dont la vie, les moyens de subsistance, la santé, les pratiques culturelles et les terres sont menacées par le changement climatique et la perte de biodiversité, doivent être au premier plan des préoccupations.

Donner la priorité à la voix des jeunes. Les participants de tous les groupes d'âge ont reconnu que les jeunes méritent d'avoir une voix forte dans les décisions qui affectent notre planète. Les jeunes ont également besoin de soutien pour participer activement aux processus qui les concernent :

- Les jeunes, qui comprennent et ressentent souvent l'urgence d'agir, peuvent jouer un rôle dans l'éducation des personnes âgées sur le climat et l'environnement et participer à la prise de décision et à l'action en faveur du climat.
- Les pays peuvent renforcer le droit des jeunes à participer à la prise de décisions concernant les accords internationaux sur le climat, comme le rôle des jeunes dans les assemblées législatives des États fédéraux brésiliens.

ANALYSE DES MÉDIAS²

Le changement climatique et ses effets sont les questions environnementales les plus visibles couvertes par les médias, à l'échelle mondiale

44 % de la couverture médiatique des questions environnementales s'est concentrée sur le réchauffement de la planète - le changement climatique et ses effets existants et prévus. Vient ensuite la biodiversité, avec 38 % de la couverture médiatique. Le réchauffement de la planète était le plus important dans toutes les régions, sauf en Europe et en Asie centrale, où il arrivait en deuxième position après la biodiversité.

Certains médias ont évoqué le potentiel de COVID-19 pour réduire les niveaux de pollution, ainsi que les préoccupations selon lesquelles la pandémie avait mis de côté l'action sur le climat. Les solutions proposées dans les médias avaient tendance à se replier sur elles-mêmes, en se concentrant sur les politiques nationales visant à protéger la biodiversité et à limiter l'impact du réchauffement climatique, à l'exception des pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale où le développement humain est plus élevé.

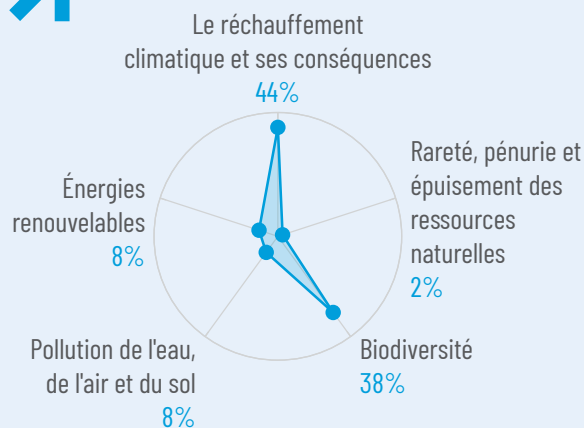
En Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les médias ont largement couvert des événements tels que les incendies en Australie et en Amazonie.

En Europe, les médias se sont concentrés sur les protestations locales contre les mesures gouvernementales (par exemple en France et en Hongrie), ainsi que sur les déplacements liés au climat. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, la couverture médiatique du climat était généralement plus faible et plus repliée sur elle-même.

En Amérique du Nord, le débat sur l'impact économique des solutions au changement climatique a été couvert par les médias, les jeunes et les énergies renouvelables étant les thèmes les plus forts.

En Afrique subsaharienne, les médias ont couvert la biodiversité, la pollution, l'impact des grandes entreprises et la pression sur les ressources naturelles, en mettant davantage l'accent sur les solutions que dans d'autres régions. Dans de nombreux pays à faible développement humain, les médias ont fait part de leur frustration face aux gouvernements qui n'ont pas agi assez vite pour limiter la pollution des entreprises ou réglementer le déversement des déchets. Dans ces pays, les Nations unies étaient considérées comme un leader et un soutien nécessaire, tandis que dans les pays à développement humain élevé, les Nations unies étaient considérées comme un partenaire.

Le changement climatique et la biodiversité sont les sujets les plus traités, dans toutes les régions



Source : Edelman Intelligence Discovery+ | Toutes les langues | Revue de presse dans 70 pays | Plage de dates : Mai 2019 - Mai 2020.

Asie et Australie	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Europe et Asie centrale	1. Biodiversité (faune/plante) 2. Le changement climatique et ses effets
Amérique latine et Caraïbes	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
Amérique du Nord	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)
L'Afrique subsaharienne	1. Le changement climatique et ses effets 2. Biodiversité (faune/plante)

2. Edelman Intelligence a analysé le paysage médiatique mondial afin de mieux comprendre comment les mégatendances sont couvertes, y compris le rôle perçu de la coopération internationale et des Nations unies. Ils ont analysé la presse écrite, la radiodiffusion et les médias en ligne, y compris les médias sociaux, dans 70 pays, couvrant la période de mai 2019 à mai 2020. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

APERÇU DE LA RECHERCHE³

Publications universitaires

- Aykut, S, Foyer, J. & Morena, E. (eds) 2017 [Globalising the Climate: COP21 and the Climatisation of Global Debates](#).
- Carattini, S., Gosnell, G. & Tavoni, A. 2020 [“How developed countries can learn from developing countries to tackle climate change”](#) World Development.
- Diaz, S. et al. 2020 [“Set ambitious goals for biodiversity and sustainability”](#) Science.
- Dunnivant, F. 2017 [Environmental Success Stories: Solving Major Ecological Problems and Confronting Climate Change](#).
- Ivanova, M. 2020 [“Coloring the UN Environmental: The Catalytic Role of the UN Environment Programme”](#) Global Governance.
- Jakob, M. et al. 2020 [“Understanding different perspectives on economic growth and climate policy”](#) WIREs Climate Change.
- Ken, C. 2015 [An Unfinished Foundation: The UN and Global Environmental Governance](#).
- Kirton, J. & Kokotsis, E. 2017 [The Global Governance of Climate Change: G7, G20, and UN Leadership](#).
- Negi, A., Pérez-Pineda, J. & Blankenbach, J. (eds) 2020 [Sustainability Standards and Global Governance: Experiences of Emerging Economies](#).
- Pasztor, J. 2016 [“The Role of UN Secretary-General in the Climate Change Process”](#) Global Policy.
- Raiser, K. et al. 2020 [“Is the Paris Agreement effective? A systematic map of the evidence”](#) Environmental Research Letters.
- Reyers, B. & Selig, E. 2020 [“Global targets that reveal the social-ecological interdependencies of sustainable development”](#) Nature, Ecology & Evolution.

- Tarko, A. 2019 [“Остановит ли Парижское соглашение глобальное потепление?”](#) Age of Globalization.
- Volger, J. 2016 [Climate Change in World Politics](#).

Recherche et rapports sur les politiques

- Bárcena, A. et al. 2020 [La emergencia del cambio climático en América Latina y el Caribe: ¿seguimos esperando la catástrofe o pasamos a la acción?](#), UN Economic Commission, Latin America & Caribbean.
- Food & Agriculture Org. & UN Environment Prog. 2020 [The State of the World's Forests 2020](#).
- Global Commission on Adaptation 2019 [Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience](#).
- Global Commission on Economy & Climate 2018 [Unlocking Inclusive Growth Story of 21st Century: Accelerating Climate Action in Urgent Times](#).
- Heinrich-Böll-Stiftung (ed) 2018 [Radical Realism for Climate Justice: A Civil Society Response to the Challenge of Limiting Global Warming to 1.5°C](#).
- Huang, B. & Yu, E. 2020 [Ways to Achieve Green Asia](#), Asian Development Bank Institute.
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity & Ecosystem Services 2019 [Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services](#).
- International Savanna Fire Management Initiative 2015 [Global Potential of Savanna Fire Management Findings of the Regional Feasibility Assessments](#).

3. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Larsen, G. et al. 2018 [Toward Paris Alignment How Multilateral Development Banks Can Better Support the Paris Agreement](#), World Resources Institute.
- Sato, I. et al. 2019 [Enhancing NDCs: A Guide to Strengthening National Climate Plans](#), World Resources Institute & UN Development Programme.
- Secretariat of the Convention on Biological Diversity, UN 2020 [Global Biodiversity Outlook 5](#).
- Swaby, G. & Sokolowski, A. 2020 [Long-term planning for climate and development: ideas from and for the Least Developed Countries](#), International Institute for Environment and Development.
- UN Environment Programme 2020 [Emissions Gap Report 2020](#).
- Viola, E. & Paz Neves, L. (eds) 2016 [The World After the Paris Climate Agreement of December 2015](#), Centro Brasileiro de Relações Internacionais.
- World Meteorological Organization [2020 State of the Global Climate 2020](#) – Provisional Report.

Commentaires et articles d'opinion

- Chestney, N. 2020 [“Fossil fuel production far exceeds climate targets, U.N. says”](#) Reuters.
- Dixit, A. 2019 [“Make-or-break decade for climate action”](#) Nepali Times.
- Editorial Board 2020 [“The UN must get its new biodiversity targets right”](#) Nature.
- Fuller, T. 2020 [“Reducing Fire, and Cutting carbon emissions, the Aboriginal Way”](#) New York Times.
- Grose, M. & Bettio, L. 2020 [“Prepare for hotter days, says the State of the Climate 2020 report for Australia”](#) The Conversation.
- Guterres, A. 2020 [“The State of the Planet”](#).
- Kumar Arora, N. & Mishra, I. 2020 [“UN SDGs 2030 & environmental sustainability: race against time”](#) Environmental Sustainability.
- Marchese, D. 2020 [“Greta Thunberg Hears Your Excuses. She Is Not Impressed.”](#) New York Times.
- Watson, J. 2020 [“Set a global target for ecosystems”](#) Nature.
- Zimmer, K. 2020 [“The world missed a critical deadline to safeguard biodiversity, UN report says”](#) National Geographic.

Ressources de données et outils

- [Climate Action Tracker](#).
- [OECD environmental data and indicators](#).
- [Transparency for Sustainable Economies](#) [Stockholm Environment Institute et al.].
- [UN Biodiversity Lab](#) [UN].
- [World Environment Situation Room](#) [UN].
- [World Wildlife Fund](#).